

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Privacy Shield. IA. Régulation.

CAPTAIN AMERICA.

Au cœur des enjeux de l'économie numérique, il n'y a pas que les terres rares – il y a aussi les données. En retard sur l'ensemble de la chaîne technologique, l'UE s'est emparée de la protection des données personnelles.

- Elle en a fait un levier dans la lutte féroce de souveraineté qui l'oppose aux États-Unis en matière numérique.
- Les négociations autour du Privacy Shield en sont l'un des principaux théâtres d'opération.
 - [Le chapitre V du RGPD](#) impose des limitations aux transferts transfrontaliers de données personnelles en dehors de [l'Espace économique européen \(EEE\)](#).
 - Ceci a pour but de préserver le niveau de protection des citoyens européens garanti par le règlement et de prévenir toute violation potentielle.
 - L'art. 45.3 du RGPD confère à la Commission le pouvoir de décider si un État tiers assure « un niveau de protection adéquat ».
 - C'est-à-dire un niveau de protection des données personnelles considéré comme équivalent au niveau de protection au sein de l'UE.
 - Ce sont [ces décisions d'adéquation](#) qui permettent la libre circulation des données personnelles de l'UE vers un pays tiers.
 - Le sujet est loin d'être évident puisque la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) considère que [l'EU-US Privacy Shield](#) ne répond plus aux critères de validité.
 - Ses motivations et l'objet de sa décision, datant de 2020, figurent dans l'arrêt « [Schrems II](#) »
 - L'UE craint, à raison, que les données personnelles des citoyens européens, qui transitent massivement par les serveurs des géants de la tech ne soient pas protégées.
 - Lors de leur rencontre du 25 mars 2023, la présidente de la Commission Van der Leyen et le président américain Biden avaient annoncé [un accord de principe](#) pour mettre en œuvre [un nouveau cadre bilatéral](#).
 - Celui-ci doit favoriser les flux de données transatlantiques et répondre aux préoccupations européennes.
- Le deuxième enjeu est celui de la régulation de l'intelligence artificielle.
 - Là encore, globalement à la traîne des développements, l'UE et ses États membres s'inquiètent plus des dérives que des potentialités.
 - L'Italie a été la première à décider de suspendre unilatéralement le logiciel de conversation ChatGPT puis à lui imposer une série d'exigences.
 - La société doit mettre à disposition sur son site web une note d'information transparente, expliquant les méthodes et la logique du traitement des données nécessaires au fonctionnement du ChatGPT.
 - Préciser les droits attribués aux utilisateurs et aux non-utilisateurs intéressés.
 - [Pour les utilisateurs qui se connectent depuis l'Italie](#), la notice d'information doit être soumise avant la fin de l'enregistrement.
 - Enfin, toujours avant la fin de l'enregistrement, ils doivent être invités à déclarer qu'ils ont l'âge légal minimum en tant qu'utilisateur.
 - En Espagne, la Agencia española de protección de datos (AEPD) a [annoncé](#) une procédure d'enquête contre OpenAI.
 - Le Comité européen de protection des données ([CEPD](#)), qui réunit autorités nationales européennes, [a annoncé la création d'un groupe de travail](#).
 - L'objectif est de trouver une position commune sur ChatGPT et éviter les divergences législatives.
 - En effet, l'espèce il est question d'une entreprise qui n'a aucun lien territorial avec l'UE et échappe ainsi au mécanisme du guichet unique prévu par le RGPD.

- De leur côté, les élus du Parlement européen déterminent, justement ces semaines-ci, leur propre position sur la définition de l'Intelligence artificielle et des principes de son encadrement législatif.
- Finalement, l'UE semble toujours hésiter sur ses priorités : favoriser l'innovation ou appliquer un cadre réglementaire ultra-protecteur des données personnelles.
 - Certains experts plaident pour [une approche plus fine](#), estimant [que la législation européenne sur le copyright](#) est largement suffisante.
 - Légiférer à nouveau reviendrait à recourir à de complexes usines à gaz.
 - Euractiv propose [une mise au point très complète](#) des différents sujets en discussion et de leurs enjeux.
 - La réglementation de ChatGPT, en particulier et de l'IA en général, indique une difficulté européenne à en saisir les enjeux civilisationnels au-delà de la seule protection des données.
 - Une des raisons de la perception de l'IA comme une menace tient aussi dans la mise en danger des emplois de la classe moyenne, [alertent les experts d'Eurointelligence](#).
 - Ils y voient d'ailleurs le domaine où la divergence réglementaire avec le Royaume Uni va [se révéler la plus spectaculaire](#).
 - La législation européenne concentrée sur les dangers pourrait [avoir un effet dissuasif sur l'innovation en matière d'IA](#).
 - Le gouvernement britannique, dans son [livre blanc](#) sur le sujet, semble adopter une approche diamétralement opposée, [très dérégulatrice](#).

Brevets. Harmonisation. Régulation.

LES IBÈRES DEVIENNENT PLUS RUDES.

La question d'un univers juridique harmonisé pour les affaires revêt un double enjeu aussi bien en matière d'État de droit que de poids dans l'économie mondiale. Attendu depuis une décennie par les entreprises, le brevet européen à effet unitaire doit entrer en vigueur le 1^{er} juin 2023.

- Ce nouveau dispositif de propriété industrielle permettra aux entreprises de demander un seul brevet dans les 17 Etats membres participants. [Les Echos](#) reviennent sur le processus.
 - Une fois validé par [l'Office européen des brevets](#), le nouveau brevet sera valable dans 17 États membres de l'UE, dont tous les grands pays.
 - Une exception, l'Espagne.
 - Le coût sera équivalent au prix habituellement payé dans quatre grands pays : Allemagne, France, Italie et Pays-Bas.
 - Cet accord prévoit une juridiction commune pour ces brevets : un tribunal de première instance, établi à Paris, qui statuera sur les potentiels litiges dans 17 pays.
- Il aura fallu plus d'une décennie pour que cette avancée - pourtant évidente - du marché unique surmonte les barrières des systèmes juridiques nationaux.
 - Une clé de répartition a dû être élaborée pour dédommager les offices nationaux des brevets de leur perte de revenus.
 - La traduction des brevets [se fait en anglais, français et allemand](#) et non toutes les langues officielles de l'UE.
 - Ceci [explique pourquoi l'Espagne](#) avait déjà mis son veto à une tentative antérieure de création d'un brevet européen et sa situation actuelle d'exception.
 - Le succès est surtout dû à la collaboration entre les industries et les parties prenantes, plutôt que les gouvernements.

- À l'heure où l'UE cherche à renforcer son autonomie stratégique, le brevet européen a son importance.
 - Au lieu d'aller aux États-Unis pour y faire enregistrer leurs brevets, les entreprises ont désormais le choix d'un marché européen de taille similaire pour des coûts plus ou moins identiques.
 - Il permettra également de se prémunir contre les intrusions étrangères et devrait contribuer à protéger l'innovation dans une grande partie du marché unique.
 - Le brevet unifié représente une grande opportunité, en particulier pour les petites et moyennes entreprises et ouvre la voie à d'autres initiatives comme le code européen des affaires.

Libéralisation des visas. Kosovo. Elargissement.

PATIENCE QUI PAYE.

Essentielle dans le processus d'adhésion à l'UE, l'arrimage à son régime d'État de droit passe par la libre circulation. Signe des [progrès du Kosovo sur le chemin de Bruxelles](#), le Parlement européen a approuvé le 18 avril l'exemption de visas pour les Kosovars pour l'UE.

- Cela vaut aussi pour l'espace Schengen, [donc la Suisse](#) ou la Norvège.
 - Pour des séjours allant jusqu'à 90 jours maximum sur une période de 180 jours.
 - Le Kosovo était jusqu'ici le seul des six pays des Balkans occidentaux à ne pas encore bénéficier d'une telle exemption de visas.
- Celle-ci entrera en vigueur une fois que le système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages ([ETIAS](#)) sera en place, et d'ici 2024 au plus tard.
 - C'est un terme à [10 ans d'attente explique RFI](#).
 - Une attente contreproductive, qui a par ailleurs produit des voies de contournement, peut-on lire [dans une étude récente](#).
 - Cette normalisation prend acte de l'insertion croissante du Kosovo dans l'espace européen et le reste de la région, comme le souligne cette analyse pour le [think tank Österreichische Gesellschaft für Europapolitik](#).
 - Il s'agit là d'un jalon précieux pour convaincre les acteurs économiques, les officiels et surtout, les citoyens kosovars que l'horizon européen est réel et que leur implication dans la communauté européenne est souhaitable.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Chine. Nouvel ordre mondial. Autonomie stratégique. Macron. UE.

SUN ET SHIH TZU.

En 2027, pour les cent ans de son « Armée populaire de libération », la Chine pourrait avoir la capacité d'envahir Taïwan. Ainsi, alors que retombe la poussière [des apparentes maladroites diplomatiques](#), les véritables intérêts stratégiques de l'UE commencent à émerger plus clairement dans le débat européen.

- C'est pourquoi 2027 pourrait être l'année de vérité, « l'année de l'autonomie stratégique européenne », [prévient une note du Groupe d'Etudes Géopolitiques](#).
 - La perspective d'invasion de Taiwan est renforcée par [l'augmentation très significative des capacités militaires chinoises](#).
 - La guerre en Ukraine a certes renforcé une alliance transatlantique en perte de vitesse, mais [selon certains observateurs](#), la Chine n'a pas fini de jouer les trouble-fête.
 - Il n'est pas certains que le président français soit aussi isolé qu'aiment le décrire les commentateurs américains ou britanniques.
 - Un réalignement stratégique est en cours au sein de l'UE, dans la direction souhaitée par Emmanuel Macron avec son coup diplomatique à Pékin et ses interviews.
- Ainsi, l'accord global sur l'investissement (CAI), conclu à la fin de l'année 2020, devrait [revenir à l'ordre du jour](#).
 - Une réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE est prévue pour le mois de mai.
 - Cette résurgence d'un accord suspendu par [un vote audacieux du Parlement européen](#) témoigne d'un repositionnement stratégique de l'UE par rapport aux États-Unis sur cette question.
- Dans ce réalignement, on trouve d'abord la France et l'Allemagne, dont le chancelier Olaf Scholz reste tributaire d'une approche mercantiliste des relations internationales dominées par les échanges commerciaux.
 - On trouve aussi la Pologne, dont le président Duda a rappelé l'attachement à la coopération économique avec la Chine.
 - Sans surprise puisqu'il avait [tenté l'année dernière](#) de désolidariser le partenariat Moscou-Pékin.
 - Entre les aides massives dans l'industrie américaine et une guerre commerciale entre blocs, l'Europe se retrouve inconfortablement entre deux feux, [notent les économistes Elie Cohen et Pierre-André Buygues pour Telos](#).
 - Très dépendants de la Chine, les gouvernements européens pourraient être tentés de ne pas se mêler de l'escalade des tensions entre Washington et la Chine.
 - Surtout si la radicalisation des positions mène à un conflit direct.
- Le retour du CAI à l'agenda européen dépend pour le moment de la levée des sanctions imposées par la Chine à un groupe d'eurodéputés qui avaient critiqué son bilan en matière de droits fondamentaux.
 - Cependant, comme le rappelle W. Munchau, la grande question est de savoir si le président Xi Jinping souhaite toujours cet accord.
 - Peut-être qu'il est dans l'intérêt de la Chine de renforcer les relations bilatérales avec certains pays, plutôt qu'avec l'UE dans son ensemble.
 - [Rappelé par Politico](#), le traitement dédaigneux infligé à la présidente de la Commission qui accompagnait le président français dans sa visite laisse craindre un nouvel effort de « division pour régner » de la part de Beijing.

Importations agricoles. Ukraine. Autonomie stratégique.

LA FIN, LES MOYENS.

La géopolitique n'est pas qu'une simple affaire de positionnement international. Des complications domestiques, surtout en période électorale, viennent toujours mettre à l'épreuve les alignements – c'est ce que [les paysans polonais viennent de rappeler à V. Zelensky](#).

- Pour la Pologne, et six autres pays d'Europe centrale, la solidarité avec l'Ukraine trouve ses limites.
 - On relèvera en particulier que, à l'automne, [la Pologne](#) et [la Slovaquie](#), renouvellent leur parlements.
- Le gouvernement national-conservateur polonais est en pointe [dans la fourniture d'armes](#) et le soutien de la coalition occidentale derrière Kiev, au point [de faire la leçon à ses partenaires](#).
 - Il a cependant décidé [unilatéralement d'interdire l'importation](#) des produits agricoles ukrainiens.
 - L'interdiction porte sur les importations de céréales, de sucre, de viande, de fruits et légumes, de lait, d'œufs pour ne citer que ces denrées alimentaires.
 - La Hongrie, qui a suivi l'exemple, prévoit une interdiction portant sur les céréales, les oléagineux et d'autres produits agricoles.
 - La [Bulgarie](#), y procède plus discrètement : les pays de l'UE ne sont pas en mesure d'imposer des droits de douane sur les importations mais de nouveaux contrôles sanitaires constituent un type de contournement.
 - La politique commerciale relève de la compétence de l'Union, ces mesures nationales n'ont pas été coordonnées avec les institutions européennes.
- Malgré [une aide exceptionnelle](#) de la Commission européenne de 56 millions d'euros, l'objectif de ces gouvernements nationaux est d'abord politique.
 - Ils annoncent ainsi une protection des agriculteurs, [déstabilisés par la réorientation](#) des abondantes productions agricoles en provenance d'Ukraine.
 - La crise céréalière en Pologne a déjà [contraint le ministre de l'Agriculture à démissionner](#).
 - Son successeur en appelle [à la solidarité européenne](#), et la commission envisage une nouvelle aide exceptionnelle, qui [ne va pas sans difficultés](#).
 - En particulier en Pologne, les agriculteurs et le monde rural constituent un des principaux soutiens du gouvernement actuel.
 - Ils ont clairement assuré la victoire du PiS en 2019.
- Cette décision unilatérale ne passe pas très bien chez les partenaires européens.
 - Notamment ceux qui sont directement touchés par l'interdiction, comme l'Espagne et les Pays-Bas principaux destinataires des céréales ukrainiennes pour leur bétail.
 - Au Parlement européen, la discussion a même pris un tour très polémique.
 - Le groupe PPE (centre-droit) suggère que ces mesures unilatérales bénéficient à la Russie.
 - Dans [une tribune publiée](#) sur le site du groupe, la vice-présidente du PPE, la lettone [Sandra Kalniete](#) insiste sur les mécanismes européens et la solidarité avec Kiev.
 - Au PPE se trouvent les représentants de la PO de l'ancien Premier ministre et ancien Président du Conseil, Donald Tusk.

GREEN DEAL



Energies fossiles. G7. Financements.

YOU DO NOTHING, JON SNOW.

La sortie des énergies fossiles domine l'actualité internationale et européenne de ce printemps.

- Au Japon, les membres du G7 déclarent [leur volonté d'« accélérer » la sortie des énergies fossiles](#).
- En matière de transports, le G7 a réaffirmé les mêmes objectifs de « zéro émission nette » pour 2050 que ceux déjà annoncés les années précédentes.
 - La contribution des transports représente 17% des émissions mondiales et [est en hausse constante](#).
- Pendant que parlent les gouvernements, leurs banques semblent rester hautement [impliquées dans le financement des énergies fossiles](#).
 - Selon un [rapport](#), les grandes banques européennes contribuent toujours significativement à l'expansion des énergies fossiles.
 - Le rapport de l'ONG [Banking on Climate Chaos](#), qui couvre les 60 plus grandes banques au monde, donne le chiffre de « 30,3 milliards de dollars » de financement par les banques européennes « aux 100 entreprises qui développent le plus de combustibles fossiles ».
 - Une relation discrète, cachée par le greenwashing et la communication.
 - Elle est actuellement dénoncée par la campagne [make my money matter](#), à travers [un court clip](#) mettant en scène deux acteurs emblématiques de la série *Game of thrones*.

CBAM. Accompagnement. Déforestation

PASSER LA SECONDE.

Pendant ce temps, au Parlement européen, la séance plénière d'avril a vu l'adoption formelles des principaux textes sur le [marché du carbone](#).

- En particulier [la taxe carbone aux frontières](#) et le Fonds social pour le climat.
 - Ce dernier fonds est censé prévenir par des mesures d'accompagnement financier [un mouvement de « gilets jaunes »](#) à l'échelle européenne.
- [Le paquet législatif](#) prévoit d'aller plus vite dans la réduction des quotas d'émission proposés, avec d'ici 2030, une baisse de 62 % par rapport à 2005.
 - Cette validation des compromis négociés entre les trois institutions depuis décembre marque une étape importante pour le Green Deal.
- Le Parlement a aussi adopté un important [règlement sur la déforestation importée](#).
 - Selon les experts, les importations européennes de produits comme le café, le cacao ou le soja, représentent aujourd'hui 16 % de la déforestation mondiale.
 - Avec ce règlement, le marché européen tente d'imposer ses normes environnementales au commerce mondial.

- Pour autant, l'ensemble des textes du pacte vert est encore loin d'être adopté.
 - À un an des prochaines élections européennes, se joue [un véritable « contre la montre »](#) explique le site d'information Contexte, dans un article qui fait le point sur les obstacles politiques et techniques.
 - Il reste en particulier les grands textes agricoles, dont par exemple [le règlement sur les usages durables des pesticides \(SUR\)](#), soumis à un intense lobbying des organisations agro-industrielles et des grands pays agricoles.

Ecocide. Criminalisation. Durabilité *DURA LEX SED LEX.*

Fin mars 2023, le Parlement européen a fait un pas de plus vers la mise en place [de sanctions pénales](#) pour punir les atteintes à l'environnement.

- Il s'agit, au sein de l'appareil législatif, de doubler la logique du marché qui prévalait jusqu'ici, avec le principe pollueur-payeur comme incitation aux comportements vertueux.
 - Ces textes prolongent une tendance plus longue vers un renforcement de la responsabilité des acteurs économiques.
 - En particulier la responsabilité des entreprises, en matière sociale et environnementale tout au long de leur processus de production.
- La commission des Affaires juridiques (JURI) du Parlement européen a voté à l'unanimité en faveur de [sanctions plus strictes](#) pour les personnes coupables de crimes contre l'environnement.
 - Ces sanctions comprennent des peines d'emprisonnement et des amendes pouvant atteindre 10 % du chiffre d'affaires mondial d'une entreprise.
 - La position des députés d'inscrire une définition [du crime d'écocide](#) dans le droit européen doit servir de base à une négociation au Conseil, avec les États membres, dont on peut s'attendre à ce qu'ils soient, pour le moins, réticents.
- Actuellement en négociation au Parlement européen, la [directive sur le devoir de diligence en matière de durabilité](#) devrait imposer aux entreprises de prendre les mesures nécessaires pour limiter les potentielles externalités négatives dans leurs processus de production.